



Syndicat National de la DGFIP

FORCE OUVRIERE

Section de l'Aveyron

fo.ddfip12@dgfip.finances.gouv.fr
<http://www.fo-dgfip-sd.fr/012/>

Déclaration liminaire du Comité Technique Local du 08 octobre 2021.

Madame la Présidente,

Depuis 2019 et les premières annonces du Nouveau Réseau de Proximité (NRP), FO-DGFIP n'a cessé de dénoncer ce vaste plan de restructurations jamais vu dans notre administration. Et pourtant, jusque-là, la DGFIP avait déjà connu des restructurations incessantes avec pertes d'emplois et de postes nombreuses. Aujourd'hui, notre département de l'Aveyron va être complètement vidé de la présence de la DGFIP en dehors des quelques villes majeures du territoire. Est-ce la dernière étape Mme la Présidente ? Jusqu'à maintenant on parlait de désert médical en Aveyron, maintenant on pourra parler de désert fiscal.

Si ces dernières années, chaque haut fonctionnaire passé aux responsabilités en Aveyron a réussi le dépeçage de notre service public rural, en appliquant les consignes de Bercy, eux sont partis soit à la retraite soit en promotion, mais sur le terrain, les agents au service du public restent et subissent perpétuellement le resserrement du réseau, les suppressions d'emplois, le mécontentement du public, l'éloignement de leur résidence familiale, l'augmentation des contraintes, la disparition de missions, la perte de l'intérêt du travail... et tout ça dans un contexte où l'avancement n'existe plus, où la promotion interne est quasi nulle, où les affectations relèvent du fait du prince. Ah ils sont bien dorlotés les agents des Finances Publiques ! Tant et si bien que, quand la DDFIP ne peut pas faire sans les agents, on en vient à les remplacer par quelques contractuels.

FO-DGFIP 12 rappelle une fois de plus que l'accès à la Fonction Publique par concours doit toujours être la règle. L'attachement au statut du fonctionnaire n'est pas une lubie mais une protection des agents et un gage de neutralité fonctionnelle et d'engagement au service de l'État. Les réformes actuelles et la casse du statut du fonctionnaire paupérisent les populations. Nous dénonçons une rupture du pacte républicain entre la population et l'État.

En parlant de rupture, un des principes essentiels de la comptabilité publique est, depuis la Révolution française, la mise en place de la Responsabilité Personnelle et Pécuniaire (RPP) des comptables. Or, ce principe fondateur est remis en cause. Déjà ce principe avait été abattu dans les SIP en Aveyron en 2009 avec la fin de la dissociation entre l'ordonnateur chargé de l'assiette et le comptable chargé du recouvrement. Cette suppression de la RPP a pour conséquence la réduction du contrôle des citoyens sur la gestion publique. Cette réforme par ordonnance s'accompagne d'un système répressif (amendes non rémissibles et non assurables pour les comptables). La responsabilité sera partagée entre les chefs de SGC et les DGS/secrétaires de mairie. C'est tout l'édifice comptable et financier de l'État qu'on cherche à fragiliser avant sans doute de pouvoir l'abattre.

Décidément, crise sanitaire ou pas, ce gouvernement ne recule devant rien et n'écoute personne. Le NRP est mis en place En Marche forcée. Tellement vite et bien que même les DDFIP ne sont pas prêtes sur le terrain. Malgré nos remarques lors du CTL du 06 septembre 2021 durant lequel nous dénoncions l'impréparation locale ne serait-ce que matérielle, avec par exemple les nouveaux horaires de fermeture des CFP, avoir un nouvel affichage digne de ce nom relève du miracle. Vous le constaterez vous-même, Mme la Présidente, car nous vous joignons sur cette déclaration liminaire un exemple de l'état de l'affichage des nouveaux horaires des CFP (ici Villefranche de Rouergue). En plus de nous interroger de la pertinence d'un changement aussi radical des horaires en septembre ou octobre, en pleine campagne d'Impôt sur le Revenu ou de Taxe Foncière, une fois de plus c'est le public qui est pris en otage et des agents qui dérouillent face à l'incompréhension pour une décision qui n'est pas la leur.



Vous avez donc beau nous dire que tout est prêt et que tout va bien dans le meilleur des mondes, et bien la preuve en image, la réalité du terrain et le ressenti des agents ne sont pas exactement les mêmes que la vision que vous faites remonter à Bercy.



Les conséquences du NRP, après la première vague de 2021, on commence à bien les connaître dans les services : des antennes pas plutôt mises en place et on commence à les dépecer, des SGC qui perdent des emplois avant leur création, des CDL dont le nombre ne sera pas celui initialement annoncé, des SIP décimés malgré des antennes accueil bien fragilisées et des effectifs taillés à la hache par anticipation, une relation avec les usagers particuliers, professionnels ou institutionnels fortement dégradée, des pans de missions mis de côté faute de personnel, des téléphones qui ne sont plus décrochés et des agents déboussolés qui cherchent une issue de secours dans le télétravail, ce qui malheureusement fragilise encore plus les unités de travail. Et malgré ce constat que vous connaissez bien Mme la Présidente, sans ciller, sans état d'âme, droit dans vos bottes, vous engagez le 2^e pan du NRP en Aveyron. FO-DGFIP 12 dénonce la création de ces pseudo-services aux périmètres élargis qui sont et continueront d'être vidés de leurs effectifs.

Les agents, tous grades confondus, sont de plus en plus préoccupés pour leur avenir professionnel face à toutes ces restructurations et réorganisations de services. Il n'y a qu'à voir les derniers résultats des observatoires internes pour s'en persuader.

Vous l'aurez donc compris, Mme la Présidente, FO-DGFIP 12 demande toujours l'arrêt du NRP, l'arrêt des suppressions d'emplois (1500 emplois supprimés en 2022), la revalorisation des carrières des agents, la reconnaissance du travail par la promotion interne et une amélioration des conditions de travail.



Les représentants FODGFIP-12.